

Le parlement roumain à l'épreuve du genre: les femmes politiques dans la législature 2004-2008

Băluță, Ionela

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Băluță, I. (2010). Le parlement roumain à l'épreuve du genre: les femmes politiques dans la législature 2004-2008. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 10(1), 123-151. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-446742>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Le Parlement roumain à l'épreuve du genre

Les femmes politiques dans la législature 2004-2008

IONELA BĂLUȚĂ

«Il n'y a pas de langage politique pour penser la liberté, ou, ce qui revient au même, la non-liberté des femmes; pas de langage pour concevoir une telle absence en termes politiques. Ce langage, il faudra l'inventer»¹.

Cette affirmation d'Eleni Varikas me semble un défi à valeur heuristique à la fois pour les recherches qui portent sur la construction du genre que pour celles qui se penchent sur des sujets plus «traditionnels» de sociologie ou de science politique.

La littérature occidentale a accordée depuis un bon moment une attention spéciale aux «femmes politiques», les interrogations et les approches étant déjà très diversifiées. À un niveau général, en termes de choix théoriques, je considère qu'une démarche cognitive en termes de genre² est à même d'ouvrir des pistes de réflexion et des interrogations enrichissantes tant pour le domaine des études de genre que pour les autres sciences sociales qui s'intéressent à ces questions. Prendre la mesure des processus sociaux qui président à l'élaboration des représentations et des identités sociales, interroger les rapports de pouvoir et déceler les enjeux politiques des phénomènes que l'on croirait a-politiques, voilà autant de voies à revenir de façon critique sur des sujets consacrés, tels la représentation politique, la définition de la démocratie et de la citoyenneté, la compréhension des «rôles» et des «postes» politiques³.

Perspectives théoriques

Je ne me propose pas de faire une présentation systématique et exhaustive de la bibliographie de ce domaine, qui est très riche: ce serait une démarche utile, mais qui peut constituer un article à part. Je retiendrai quelques directions qui me semblent stimulantes et importantes, en insistant notamment sur les analyses qui ont suggéré la problématique de ma recherche⁴. La démocratie et la citoyenneté ont suscité

¹ Eleni VARIKAS, *Penser le sexe et le genre*, PUF, Paris, 2006, p. 6.

² *Ibidem*, p. 23.

³ Pour une présentation détaillée de la bibliographie liée au concept de genre, tout comme pour une argumentation en faveur du «genre» comme catégorie d'analyse, v. Ionela BĂLUȚĂ, «Le genre – une grille de lecture novatrice pour la sociologie politique», in *Actes en ligne du colloque «À propos des études de genre dans les pays européens. Où en sommes-nous?»*, <http://www.univ-paris8.fr/RING/index.php> (consulté le 29 novembre 2009)

⁴ Cet article est issu d'un chantier de recherche ouvert l'année passée. Une première réflexion a été livrée à l'occasion du XVIII^e congrès de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, Istanbul, juillet 2008. Je veux remercier, à cette occasion, l'équipe d'étudiantes qui on participé, dans le cadre du cours «Femmes et politique(s)», à une première enquête

des débats intéressants à l'intérieur des études féministes et des études de genre, soulevant des questions incontournables pour toute réflexion autour de ces thèmes centraux dans les sciences sociales¹. Entre des critiques qui dénoncent la définition même de la démocratie, en la considérant responsable des exclusions ultérieures² et des réflexions qui insistent, au contraire, sur le caractère anti-démocratique de toute exclusion³, les débats sont vifs et ouverts. Les quotas et la parité⁴ y sont directement liés, les réponses à ces propositions qui visent l'accroissement de la représentation politique des femmes suscitant tout un questionnement théorique autour de l'idée d'universalisme et d'égalité démocratiques, de discrimination positive et de promotion de l'égalité des chances. Enfin, toute une partie de cette littérature se focalise sur les femmes en politique: des témoignages-analyses⁵, des réflexions sur les femmes et la prise de décision⁶, sur la tension engagement public/vie privée⁷, sur les femmes dans les campagnes électorales et les femmes élues⁸. Une observation transversale

visant l'identification des femmes politiques de la législature envisagée; leur enthousiasme et leur questions ont été stimulants: Andreea Boldișteanu, Adelina Butaciu, Ioana Fornica Livadă, Luana Mocanu, Letiția Pop, Ana-Maria Tanașoca, Irina Tătaru, Andreea Toroiman.

¹ Je peux citer en ce sens les ouvrages de Geneviève FRAISSE, *Muse de la raison. Démocratie et exclusion des femmes en France*, Gallimard, Paris, 1995; Nancy FRASER, «Multiculturalisme, anti-essentialisme et démocratie radicale», *Cahiers du genre, Féminisme(e). Penser la pluralité*, no. 39, 2005, pp. 27-50; Bérengère MARQUES-PEREIRA, *La citoyenneté politique des femmes*, Dalloz-Sirey, Paris, 2003; Carol PATEMAN, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge University Press, Cambridge, 1970; IDEM, *The Disorder of Women: Democracy, Feminism and Political Theory*, Stanford University Press, Cambridge, 1989; Joan W. SCOTT, *Only Paradox to Offer: French Feminism and the Rights of Man*, Harvard University Press, 1996; Silvia WALBY, «Is Citizenship Gendered?», *Sociology*, vol. 28, no. 2, 1994, pp. 379-395.

² Par exemple, Françoise Collin considère que «la démocratie n'exclut pas les femmes comme elle le fait – même quand elles bénéficient du droit de vote – par accident ou aveuglement, mais en raison de sa définition même» qui «constituera toujours une difficulté pour les femmes, ou en fera des „citoyens“ de seconde zone» (p. 29). Françoise COLLIN, «Mythe et réalité de la démocratie», in Eliane VIENNOT (sous la dir. de), *La démocratie «à la française» ou les femmes indésirables*, Publications de l'Université de Paris – Denis-Diderot, (Cahiers du CEDREF. Colloques et travaux), Paris, 1996, pp. 25-35.

³ «Oui, les femmes ont été bien exclues „en tant que femmes“, mais cette exclusion est loin d'être la conséquence logique du principe de la démocratie; la traiter ainsi, c'est compromettre autant la cause des femmes que celle de la démocratie» Eleni VARIKAS, Evelyne PISISER, «Femmes, République, Démocratie. L'autre dans le paire?», *Pouvoirs (Femmes en politique)*, no. 82, 1997, p. 129.

⁴ Mona Lena KROOK, «Quota Laws for Women in Politics: Implication for Feminist Practice», *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, vol. 15, no. 3, 2008, pp. 345-368; Rose-Marie LAGRAVE, «Une étrange défaite. La loi constitutionnelle sur la parité», *Politix*, 51, 2000; Éléonore LEPINARD, *L'égalité introuvable. La parité, les féministes et la République*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2007; Eleni VARIKAS, Evelyne PISISER, «Femmes, République, Démocratie...cit.», pp. 127-143.

⁵ Laure ADLER, *Les femmes politiques*, nouvelle édition, Seuil, Paris, 2007.

⁶ Françoise GASPARD (dir.), *Les femmes dans la prise de décision, en France et en Europe*, l'Harmattan, Paris, 1997.

⁷ Yannick le QUENTREC, Annie RIEU, *Femmes: engagements publics et vie privée*, Éd. Syllepse, Paris, 2003.

⁸ Catherine ACHIN, Sandrine LEVECQUES, *Femmes en politique*, La Découverte, Paris, 2006; Catherine ACHIN et alii, *Sexe, genre et politique*, Éd. Economica, Paris, 2007; *Pouvoirs (Femmes en politique)*, no. 82, 1997; Rémy CAVENG, *La division sexuée du travail politique. Le cas des conseillères*

de ces nombreuses études est la présence encore faible des femmes dans les lieux de la «haute politique» et leur accès limité à la prise de décision, au pouvoir en fin de compte. Pamela Paxton et Sheri Kunovich dressent un tableau très utile des analyses qui se sont penchées sur la représentation politique des femmes et notamment sur leur présence dans les Parlements nationaux; trois types d'explications ont été privilégiées: socio-structurelles, politiques et idéologiques:

«Social-structural explanations focus on the pool of available women, political explanations focus on the openness of the political system to women, and ideological explanations focus on general impressions of women in politics and how viable women are as candidates and leaders»¹.

Malgré une prééminence des explications structurelles et politiques, il y a aussi des études, surtout qualitatives, qui mettent en évidence l'importance de l'idéologie dans l'explication des degrés très bas de représentation politique des femmes². Il est évident que chacune de ces variantes a ses raisons et son intérêt, mais en même temps il me paraît difficile, en restant cantonné à l'intérieur de chacune d'entre elles, d'embrasser la complexité des facteurs qui rendent compte de la formation de l'espace partisan et du recrutement des élites politiques, des jeux structurels et personnels qui comptent dans la constitution des listes, des représentations et stéréotypes qui privilégient un type d'action et de position ou un autre.

L'historiographie roumaine

L'historiographie roumaine est encore peu généreuse dans ce domaine. Si les études féministes ou de genre ont pénétré depuis un certain moment dans l'espace académique roumain, la production d'une bibliographie de spécialité suit souvent les sujets «imposés» par les bailleurs de fond, certains thèmes étant plus présents que d'autres³. Au sujet strict des femmes politiques – ou des femmes dans la politique –

municipales, mémoire pour le DEA de sociologie, EHESS, 2003; IDEM, «Les „dames conseillères“ de 1936. Une histoire de l'engagement politique féminin», in N. ROUX (dir.), *Rien sans elles. De la parité en politique*, l'Atalante, Nantes, 2004; Delphine DULONG, Sandrine LEVECQUE, «Une ressource contingente. Les conditions de reconversion du genre en ressource politique», *Politix*, no. 60, 2002, pp. 81-111; Delphine DULONG, Frédérique MATONTI, «l'Indépassable féminité. La mise en récit des femmes en campagne», in J. LAGROYE, P. LEHINGUE, F. SAWICKI (dir.), *Mobilisations électorales*, PUF, CURAPP/CRAPPS, Paris, 2005; Christine GUIONET, «Entrées des femmes en politique. L'irréductibilité du genre à l'heure de la parité», *Politix*, no. 60, 2002, pp. 113-146; Pamela PAXTON, Sheri KUNOVICH, «Women's Political Representation: The Importance of Ideology», *Social Forces*, vol. 82, no. 1, September 2003, pp. 87-113.

¹ Pamela PAXTON, Sheri KUNOVICH, «Women's Political Representation...cit.», p. 88.

² Barbara J. NELSON, Najma CHOWDHURY (eds.), *Women and Politics World-Wide*, Yale University Press, 1994; Wilma RULE, Joseph F. ZIMMERMAN (eds.), *Electoral Systems in Comparative Perspective: Their Impact on Women and Minorities*, Greenwood Press, 1994; Pamela PAXTON, Sheri KUNOVICH, «Women's Political Representation...cit.».

³ Pour une présentation de cet espace académique et de la bibliographie spécifique, v. les écrits de Ioana Cîrstocea. Je cite, parmi d'autres: Ioana CÎRSTOCEA, *Faire et vivre le postcommunisme. Les femmes roumaines face à la «transition»*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2006; IDEM, «Usage du genre à l'Université: sur l'institutionnalisation des études

les recherches ne font pas abondance¹. Virgil Stoica² propose une analyse intéressante et documentée des politiques publiques dans le domaine de l'égalité des chances (1990-2000), se concentrant sur trois points: quelle est la visibilité dans les médias de la problématique de l'égalité des chances, comment cette problématique est-elle inscrite dans les programmes des partis politiques et enfin les opportunités de promotion des femmes en politique dans les campagnes électorales. Plus récemment, deux volumes se sont arrêtés de plus près sur le «genre et le pouvoir»³, respectivement sur le «genre et les intérêts politiques»⁴. Quelques-unes des études publiées dans ces ouvrages collectifs s'arrêtent aussi sur la présence et le rôle des femmes dans la politique: l'organisation des femmes du Parti démocrate est analysée par le prisme de la théorie de la «représentation en miroir»⁵. La grille théorique choisie semble s'appliquer sans difficultés au terrain roumain, l'analyse confirmant les hypothèses de départ. Dans les conclusions l'auteur trace un vrai programme à suivre par les femmes politiques en vue d'accroître leur nombre dans le Parlement:

«Je crois que les femmes politiques *doivent proposer* de pareilles politiques [pour les femmes], mais leurs actions *ne doivent pas se résumer exclusivement* à la représentation des femmes et à leurs intérêts»⁶.

Un questionnement similaire sous-tend une autre étude, qui porte sur l'activité parlementaire des femmes de la législature 2000-2004, l'hypothèse avancée par les auteurs étant que

«elles [les femmes parlementaires] contribuent à l'introduction sur l'agenda parlementaire et sur celle publique de thèmes qui intéressent directement les citoyennes, tout comme à la promotion des politiques qui visent en premier lieu les femmes»⁷.

Hypothèse validée par l'analyse des prises de positions retenues, selon les conclusions des auteurs. Même si cette préoccupation pour les intérêts de genre ne

féministes en Roumanie», *Genre&Histoire*, no. 1, 2007, <http://genrehistoire.revues.org/index107.html> (consulté le 29 novembre 2009).

¹ Je ne m'arrêterai pas maintenant sur les quelques livres qui restent à un niveau de présentation et commentaire des théories portant sur le genre/sexe et le/la politique (sans apporter, selon moi, une contribution critique ou novatrice par rapport aux théories occidentales), mais seulement sur les livres/recherches basés sur une enquête empirique.

² Virgil STOICA, «Public Policies Concerning the Equality of Opportunities between Women and Men, 1990-2000», *Romanian Journal of Society and Politics*, vol. 3, no. 1, May 2003, pp. 192-232.

³ Oana BĂLUȚĂ (ed.), *Gen și putere. Partea leului în politica românească*, Polirom, Iași, 2006.

⁴ Oana BĂLUȚĂ, Alina DRAGOLEA, Alice IANCU, *Gen și interese politice. Teorii și practici*, Polirom, Iași, 2007.

⁵ Se situant dans la lignée de certaines féministes américaines, Oana Băluță adopte l'argumentaire qui revendique et analyse la présence des femmes sur la scène politique en raison des «intérêts particuliers des femmes» (p. 152); Oana BĂLUȚĂ, «Reprezentare în oglindă», in IDEM (ed.), *Gen și putere...cit.*, pp. 139-167.

⁶ *Ibidem*, p. 167 (ma traduction).

⁷ Doina TĂNASE, Adrian Gabriel MOȘNEAG, «Parlamentarele din România – despre politici protective și interese de gen», in Oana BĂLUȚĂ (ed.), *Gen și putere...cit.*, p. 173.

représente en fait que vers les 10% des actions des femmes parlementaires, et que ces actions se réfèrent exclusivement à la femme mère et épouse... Une autre étude de ce premier volume s'intéresse aux femmes qui passent à la télé; l'auteur analyse trois émissions de type talk-show politique qui ont invité des femmes politiques dans la période octobre-décembre 2005¹. Elle aboutit à la conclusion que, outre la sous-représentation des femmes dans ces émissions (déjà connue), on constate que les femmes politiques sont plutôt enclines à «utiliser dans leur discours les valeurs patriarcales», ne sachant pas toujours utiliser leur présence médiatique comme une ressource de formation de la notoriété.

Du second volume, une seule étude est directement liée au sujet femmes et politique(s): l'analyse de l'existence «d'intérêts spécifiques des femmes», de Oana Băluță². L'auteur passe d'abord en revue la bibliographie théorique sur le sujet, pour proposer comme hypothèse le fait que:

«Les intérêts spécifiques des femmes et des hommes doivent être étudiés par rapport au contexte pour affirmer qu'il existe ou non des différences de genre et voir si la diversité des femmes rend impossible l'identification, la coalisation des intérêts communs de femmes»³.

Après une présentation des réponses données à deux questions (la redistribution des impôts et les problèmes de l'agenda des citoyens) d'une enquête par questionnaire (dont les détails méthodologiques ne sont pas présentés), l'auteur conclut que «les femmes ont des intérêts communs» et que «l'éducation, l'âge, le milieu de résidence ou l'ethnie dessinent des intérêts spécifiques» (p. 70). Le déficit de problématisation et de réflexion sur les données de l'enquête rend en fait les conclusions un peu brusques, voire tautologiques.

Des choix nécessaires

Le passage en revue de la bibliographie de spécialité a été finalement plus long que prévu. J'ai considéré important de montrer, d'une part, la complexité et la richesse des analyses internationales portant sur le rôle et la place des femmes dans la politique. Cette littérature suggère de nombreuses pistes à ma recherche encore en chantier. La Roumanie actuelle, où, de la *transition* à l'*intégration européenne*, toute une série de facteurs ont influencé la participation des femmes à la politique, offre un terrain privilégié pour l'étude des processus sociaux et des (re)configurations politiques qui rendent compte de la (re)construction du genre. Peut-on parler d'une reconfiguration des identités de genre et des rapports de pouvoir? Comment s'explique la participation encore faible des femmes roumaines au Parlement? Comment se répartissent les postes et les fonctions «importantes», et quelle est l'image de la femme «politique»

¹ Romina SURUGIU, «Femei și doamne în talk-show-ul politic din România», in *ibidem*, pp. 205-232.

² Oana BĂLUȚĂ, «Gen și interese politice. La intersecția dintre teorie, cercetare și viața cotidiană», in Oana BĂLUȚĂ, Alina DRAGOLEA, Alice IANCU, *Gen și interese politice...cit.*, pp. 13-81.

³ *Ibidem*, p. 57.

véhiculée? Comment la pression européenne influence-t-elle la représentation politique des femmes et quelles sont les tensions qui peuvent apparaître entre l'imposition des règles par le haut et les «représentations sociales»? Quelles sont les ressources mobilisées par les femmes qui pénètrent quand même dans la sphère de la «haute politique»? Cette problématique demande cependant des recherches très amples et le croisement de données différentes, afin d'éviter les explications linéaires, qui tendent souvent à limiter la réponse aux présupposés suggérés par la littérature de spécialité ou par le sens commun. Car d'autre part, il me semble qu'à peu d'exceptions près, l'historiographie roumaine sur le sujet donne une image beaucoup plus pauvre et limitée d'une réflexion qui autrement peut déboucher sur des interrogations majeures à l'adresse de la construction de la philosophie sociale et de l'horizon idéologique du moment, tout comme sur une analyse critique des institutions fondamentales de notre société (comme par exemple la famille, sur la plan social, ou la citoyenneté et la représentation démocratique, sur le plan politique).

À la lumière de ces observations, pour éviter toute tentative de simplification dans l'interprétation, et étant donné l'espace imparti de cet article, j'ai décidé de restreindre le terrain d'observation à une seule question. Dans une démarche de sociologie du genre il est impérieux de regarder qui sont les acteurs sociaux – dans mon cas les femmes politiques – que l'on veut étudier. Avant donc de passer aux étapes ultérieures de ma recherche, l'étude des trajectoires des femmes politiques de la législature choisie me paraît indispensable. Qui sont-elles? Peut-on identifier un «profil» dominant de la femme politique roumaine? Quel type de ressource apparaît comme plus précieux: les études, la carrière professionnelle, les fonctions de parti? Je répondrai à ces questions à partir de l'analyse des données résumées dans le tableau attaché à cet article¹. En ce sens, j'ai exploré les sites officiels de la Chambre des députés et du Sénat², les blogs ou les sites personnels³ des 62 parlementaires de la législature 2004-2008⁴ et des articles de presse qui portent sur leur activité professionnelle ou politique. Cette première étape de la recherche aurait dû être plus facile et plus rapide, mais plusieurs aspects l'ont rendu difficile et des fois impossible. En premier lieu, les sénateurs/sénatrices ne publient pas leur CV sur le site du Sénat: cela a entraîné des recherches supplémentaires, qui ne se sont pas toujours soldées avec des résultats complets. De même, les CV des députées sont des fois incomplets (il manque par exemple la précision exacte des études poursuivies ou le poste occupé au moment de l'inscription sur les listes), ou, dans le cas des députées qui remplacent d'autres collègues dans les derniers mois de la législature, les CV manquent complètement⁵.

¹ V. Annexes, Tableau 2.

² www.cdep.ro; www.senat.ro

³ www.ecaterinaandronesco.wordpress.com; www.ancaboagiu.ro; www.conneliacazacu.ro; www.minodoracliveti.blogspot.com; <http://corinacretu.wordpress.com>; www.gabriela-cretu.ro; <http://www.gratiela.ro/blog>; <http://www.danielapopa.eu>; <http://www.manuela-mitrea.ro>; <http://dacianasarbu.wordpress.com>; <http://www.turcanraluca.ro/>; <http://www.adrianaticau.ro>; <http://www.ridzi.ro>; <http://www.valean.eu>.

⁴ J'ai inclus aussi les femmes qui ont cessé leur mandat avant le terme, pour une raison ou pour une autre; j'ai considéré que, surtout pour la compréhension des trajectoires qui peuvent conduire une femme au Parlement, l'extension de la base de données ne peut être que profitable.

⁵ C'est le cas, par exemple, des députées Elena Ehling et Mihaela Adriana Vasil, qui m'ont obligée à des heures de recherches sur l'internet pour ne découvrir que des informations partielles sur leur trajectoire.

Dans un deuxième moment, je vais confronter les résultats de cette évaluation avec les témoignages de 11 femmes (qui font partie des entretiens que j'ai réalisés dans la période juin-novembre 2008 avec des députés et des sénatrices de la législature 2004-2008) quant à leur «entrée» dans la «haute» politique).

Un Parlement de genre masculin ?

Avant de passer à l'analyse proprement dite des données portant sur la législature 2004-2008, je crois utile de rappeler la composition, du point de vue du genre, de toutes les législatures d'après 1989.

Tableau A

La composition des législatures de 1990 à présent du selon le genre

Législature	Députés (h)	Députées (f)	Sénateurs	Sénatrices
1990-1992	358 (+ 65) ¹	22 (+3)	104 (+22)	2
1992-1996	326 (+39)	15 (+1)	137 (+22)	3
1996-2000	323 (+24)	20	139 (+12)	3
2000-2004	301 (+50)	40 (+2)	128 (+22)	12 (+1)
2004-2008	292 (+43)	33 (+10)	121 (+23)	14 (+5)
2008-présent	296	38	129	8

Avant 1989 les quotas imposées par le Parti communiste unique ont mené à un pourcentage d'environ 30% femmes dans l'Assemblée Nationale (avec des objectifs idéologiques d'impliquer les femmes autant que les hommes dans les structures du parti). Les trois premières législatures «démocratiques» d'après 1990 enregistrent une baisse considérable du nombre des femmes, comme les chiffres l'indiquent: vers les 5-6% dans la Chambre et moins de 2% dans le Sénat. L'année 2000 marque un saut important, les effectifs féminins connaissant une croissance de 2 fois pour les députées et de 4 fois pour les sénatrices. Le changement du mode de scrutin produit aux élections parlementaires de 2008¹ semble frapper de nouveau la présence des femmes: le *trend* ascendant est interrompu, on enregistre une légère baisse, plus importante dans le cas des sénatrices². Ce qui renvoie la Roumanie parmi les trois derniers pays (à côté de la Turquie et de Malte) dans un classement des pays européens selon le pourcentage des femmes dans les parlements nationaux³. De même, le dernier rapport sur le «gender gap» publié par World Economic Forum⁴ place la Roumanie sur la 126^e place (de 134

¹ On a passé du scrutin proportionnel sur listes à un type hybride de scrutin uninominal et proportionnel.

² Plusieurs ouvrages de la littérature de spécialité parlent par ailleurs de la corrélation entre mode de scrutin et présence des femmes sur les listes, soulignant entre autres que le scrutin uninominal est plus défavorable pour les femmes que le scrutin proportionnel sur les listes; v. par exemple, Mariette SINEAU, «Les femmes politiques sous la V^e République. À la recherche d'une légitimité électorale», *Pouvoirs*, no. 82, 1997, p. 46.

³ Conformément au Tableau 1, Annexes.

⁴ Le même rapport montre que la Roumanie est sur la 70^e place dans le classement général, sur la 30^e place du point de vue de la participation économique des femmes, sur la 70^e place du point de vue de l'accès des femmes à l'éducation, sur la 41^e place dans le domaine de la santé

pays) pour ce qui est du «political empowerment», bien après la Turquie (107^e place), la Syrie (116^e place) ou l'Algérie (120^e place).

Qui sont «nos» femmes politiques ?

J'ai retenu dans le tableau final, plusieurs rubriques que j'ai considérées importantes dans l'étude du profil (*a priori* je dirais plutôt des profils, puisque je ne crois pas trop aux modèles uniques) de la femme politique roumaine en 2004: l'identité partisane, pour voir s'il y a des partis plus ouverts aux femmes que d'autres; l'âge peut nous dire s'il y a «un» âge idéal pour faire de la politique, si les mécanismes de recrutement des élites politiques reflètent des effets de génération ou non; les études représentent un indicateur important dans toutes les recherches de spécialité, le capital scolaire étant une ressource qui devrait compter dans la sélection et la promotion du personnel politique; les fonctions dans le parti, qui pourraient permettre l'identification de canaux efficaces pour la carrière politique et non en dernier lieu, le poste/les fonctions occupés au moment de l'inscription sur les listes, afin d'identifier les carrières professionnelles qui peuvent représenter des atouts pour la carrière politique¹.

L'identité partisane montre que le Parti Social Démocrate (PSD) est le parti le plus généreux en ce qui concerne la promotion des femmes sur ses listes et sur des places éligibles²: 24 femmes font partie du PSD, et seulement une passe au PC pendant cette législature. Le parti extrémiste la Grande Roumanie (PRM) a promu aussi beaucoup de femmes si l'on se rapporte à la taille des sièges gagnés. Par contre, il se confronte à une fuite de ses membres: des 10 femmes entrées au Parlement sous le chapeau du PRM, 3 quittent le parti pour devenir indépendantes et deux passent dans le camp de PSD. Le parti démocrate (devenu par la suite le Parti Démocrate-Libéral – PD-L) a promu 15 femmes, dont une décide de devenir indépendante. On a encore 5 femmes du Parti National Libéral (PNL), 4 du Parti Conservateur (PC), deux des minorités et une seule de la part de UDMR (qui est arrivée en plus en fin de mandat, remplaçant un autre collègue).

et de l'espoir de vie: *The Global Gender Gap Report 2009*, coordonné par Ricardo Hausmann, Harvard University, Laura D. Tyson, University of California, Berkeley, Saadia Zahidi, World Economic Forum, <http://www.weforum.org/pdf/gendergap/report2009.pdf> (consulté le 19 novembre 2009). Je noterai également que dans le même classement, la Roumanie avait occupé en 2006 la 46^e place, la 47^e en 2007, pour descendre sur la 70^e en 2008 et y rester en 2009.

¹ Plusieurs études se sont arrêtées sur le personnel et les élites politiques roumaines d'après 1989, proposant des analyses très utiles des ressources efficaces, des «profils» des partisans et des leaders politiques. Je pense, par exemple, aux ouvrages suivants: Laurențiu ȘTEFAN, *Patterns of Political Elite Recruitment in Post-Communist Romania*, Editura Ziua, București, 2004; Cristian PREDA, Sorina SOARE, *Regimul, partidele și sistemul politic din România*, Nemira, București, 2008; Jean-Michel DE WAELE, Alexandra IONAȘCU, «La cohésion des cadres intermédiaires: un contrepoids aux divisions du parti? Le cas du Parti national libéral de Roumanie», *Transitions*, vol. XLVIII, no. 1, 2008, pp. 85-102.

² Je rappelle que j'ai retenues pour cette analyse toutes les femmes qui ont été présentes, à un moment ou à un autre, dans le Parlement roumain dans la période concernée, ce qui ne veut pas dire que toutes l'ont été en même temps.

Du point de vue de l'âge, toutes les tranches d'âge (de 20 à 70 ans) sont représentées, la répartition exacte étant¹: 6 femmes ont entre 20 et 30 ans (en fait elles ont 27-29 ans), 17 ont entre 30 et 40 ans, 20 entre 40 et 50 ans, 11 entre 50 et 60 ans et 7 entre 60 et 70 ans. On constate que la majorité écrasante des femmes politiques de la législature 2004-2008 ont moins de 60 ans (55 sur 62) et que trois tiers d'entre elles ont moins de 50 ans au moment de la candidature. On peut donc affirmer que les femmes politiques de cette législature sont jeunes. Si on croise la répartition sur tranches d'âge avec l'évolution du nombre des femmes dans les législatures précédentes, «la jeunesse» des politiciennes peut être rapportée au fait que jusqu'en 2000 les femmes sont plutôt rares dans le Parlement roumain. Cela veut dire qu'en 2000, au moment où, pour des raisons qui restent à explorer, il y a eu au saut des candidatures féminines, la cooptation va vers des femmes plus jeunes. La distribution des mandats confirme cette corrélation: des 62 femmes, 4 sont au quatrième mandat, 4 au troisième et 12 au deuxième mandat de députée/sénatrice. Seulement 8 femmes (qui sont aussi parmi les plus âgées) sont donc entrées au Parlement avant 2000. Il faudra confronter ces données avec la composition des membres des partis et essayer d'identifier le moment où les femmes s'investissent dans la politique, afin de voir s'il s'agit, dans un premier moment, d'une rareté des ressources. Encore faut-il se demander si on assiste en effet à un «désintérêt» des femmes pour la politique ou à un «désintérêt» de la politique – des partis politiques, en l'occurrence – pour les femmes. Ensuite, il faudra réfléchir sur les facteurs qui favorisent l'accroissement du nombre des femmes. Il est évident que l'agenda des partis politiques a été influencé de manière décisive (dans le contexte du processus d'adhésion à l'Union européenne) par les directives et les recommandations européennes et mondiales dans le domaine de la croissance de la représentativité politique des femmes.

Pour ce qui est des *études universitaires*, des 62 femmes, 57 ont des études supérieures. Parmi les 5 autres, deux n'en ont pas (une a quand même des études de spécialisation après le lycée), et sur trois je n'ai pas réussi à trouver des données. Trois femmes ont deux diplômes universitaires et une quatrième est inscrite à la deuxième faculté. En ce qui concerne les formations, la Polytechnique détient le monopole: 15 femmes ont poursuivi différentes facultés à l'intérieur de la Polytechnique: chimie, génie civil, outillage technologique, mécanique, etc. dont seulement deux ont fait leurs études après 1989 (Anca Boagiu a suivi le Génie civil et Adriana Țicău l'informatique)² et encore 1 a fait des études de chimie à l'Université de Bucarest (avant 1989). 10 ont fait des études de droit, plus deux autres qui ont choisi le droit comme deuxième faculté (dont 4 après 1989); 10 ont des études économiques (sciences économiques et cybernétique économique), dont 4 après 1989, 6 des études philologiques (dont 4 après 1989), 2 des études mathématiques (une a fini ses études en 1990, l'autre avant) et 2 des études d'histoire-philosophie. Pour le reste, il y a 1 femme pour chacune des spécialisations suivantes: agriculture, architecture, industrie du bois, journalisme, médecine, psychologie, physique, sociologie, théâtre, zootechnie plus une qui indique seulement l'Université (Dunărea de Jos), sans la faculté. On constate que si avant 1989 les études polytechniques, économiques et juridiques dominant, après 1989 on

¹ J'ai calculé l'âge en 2004, l'année du début du mandat.

² Il faut préciser qu'avant 1989, la filière polytechnique était parmi les plus prestigieuses et les plus recherchées (à côté de la médecine) suivies par les études économiques et le droit. Les bons élèves étaient très souvent orientés (par leur famille comme par les professeurs) vers la Polytechnique.

assiste à un «éclatement» des filières, avec une faible prééminence des études de droit, économiques et philologiques; sinon presque tous les domaines sont représentés, sans que l'on puisse identifier des «pépinières» des futures élites politiques¹.

Le capital scolaire se développe, les *études postuniversitaires* étant assez répandues (j'ai réuni sous cette appellation les masters, des spécialisations et d'autres cursus postuniversitaires poursuivies dans le pays ou à l'étranger, les programmes des «instituts» spécialisés). Des 59 femmes pour lesquelles j'ai pu trouver/reconstituer le CV, 41 ont suivi des études postuniversitaires. Plus précisément, 12 ont des diplômes de masters, 9 ont soutenu le doctorat, 10 sont doctorantes et le reste ont poursuivi divers cours postuniversitaires. 7 d'entre elles sont mêmes détentrices de deux diplômes de master. Tous les cours de master et la majorité écrasante des spécialisations ont été réalisés après 1989 (une seule femme a obtenu le titre de docteur avant 1989), ce qui s'explique tant par l'âge relativement jeune de ces femmes que par les différences entre le système d'enseignement d'avant et d'après 1989 (par exemple les diplômes d'études approfondies ou les masters sont une invention «démocratique»). Comme domaines choisis, la préférence va aux études d'administration et sciences politiques (où j'inclus aussi les spécialisations marketing politique, études européennes, représentation des femmes), avec 10 options; les sciences économiques sont sur la deuxième place – 8 options, suivies par le droit et la polytechnique. Le journalisme, l'agronomie, les études de sécurité sont plutôt des options singulières. Pour ce qui est des études de master, on constate la tendance à choisir des filières plus proches du domaine politique, considérées probablement comme des ressources plus légitimes dans l'arène politique (sciences politiques, droit, sciences économiques).

Quant aux «spécialisations postuniversitaires», on y inclut tous les stages qu'on a pu faire: le Conseil National de la Défense (fréquenté par 6 femmes), «études postuniversitaires au ministère de la culture» (Carmen-Felicia Tănăsescu), «études postuniversitaires économiques», sans aucune indication de la durée ou de l'institution organisatrice (Mihaela Rusu), «spécialisations Agent de valeurs mobiles (1995) et management de la qualité (1996)» (Doina Micșunica Drețcanu) «formations dans les domaines: gender, gender mainstreaming, communication politique, droits de l'homme, campagnes électorales», de nouveau sans préciser concrètement la durée et le lieu (Gabriela Crețu). Dans le même sens – mais ici on touche une question très sensible et difficile à cerner –, ces masters, spécialisations ou doctorats sont faits souvent dans des universités peu prestigieuses (exemple: «doctorant, Université Baia Mare», «master dans la communication, Institut social démocrate»; «docteur dans les sciences de l'ingénieur, Université de Petroșani», «doctorant en management, Université Valahia, Târgoviște», «master Management du secteur public, UGP Ploiești»); il ya ensuite plusieurs CV qui ne donnent aucun renseignement sur l'institution où les cours ont été réalisés², ce qui fait que plus de la moitié de ces diplômes ne soient pas émis par des universités ayant une tradition académique ancienne.

À observer *stricto sensu* la formation des femmes politiques concernées, on peut constater que toutes ces femmes ont un capital scientifique important, étant souvent

¹ Comme c'est le cas en France ou aux États Unis, selon les études de spécialité; v. par exemple Mariette SINEAU, «Les femmes politiques... cit.»; Pamela PAXTON, Sheri KUNOVICH, «Women's Political Representation...cit.».

² J'ai constaté qu'on a tendance à occulter dans les CV les éléments moins prestigieux – ou au moins jugés comme tels (par exemple, aucun CV n'indique des études universitaires ou postuniversitaires réalisées dans des universités privées).

surtitrées¹. Ensuite, on constate aussi que plusieurs femmes politiques font ces cours de spécialisation, voire même de master, après l'entrée en politique². Cela signifie que les diplômes et le capital scolaire sont considérés une ressource valeureuse qui doit compter dans la carrière politique, si la grande majorité s'y investit.

En directe liaison avec les études, *le poste ou la fonction occupée* au moment de la cooptation sur les listes est une autre variable intéressante lorsqu'on étudie le vivier des femmes qui captent l'attention des partis politiques. Plus de la moitié viennent de la fonction publique (administration locale et centrale), et s'y ajoutent encore six qui sont des professeurs dans l'enseignement universitaire ou des inspecteurs dans l'enseignement pré-universitaire. Le secteur public est donc surreprésenté (presque les trois tiers des femmes), l'administration locale et centrale représentant un canal privilégié dans la promotion politique des femmes. Il faut ajouter que dans la plupart des cas ces femmes ne sont pas de simples fonctionnaires, mais occupent souvent des postes de direction. En deuxième lieu on retrouve la fonction de directeur d'une société commerciale, le capital financier et/ou électoral apparaissant donc comme une ressource valorisée par les partis politiques³.

Enfin, mais non en dernier lieu, *les fonctions occupées à l'intérieur du parti* sont très importantes pour la compréhension des mécanismes et processus de sélection et promotion des élites politiques. Ces fonctions font en fait le lien entre deux éléments centraux de ce processus: les atouts personnels, la possession de ressources valorisantes et efficaces (ce qui tient plus de «l'acteur» ou de l'individu lui-même); les stratégies, les logiques structurelles et les enjeux de pouvoir (qui relèvent du fonctionnement et du mode de sélection de chaque parti politique). Mis à part 11 femmes, qui ne disent rien (et je n'ai pas pu trouver des renseignements ailleurs) sur leur place dans le parti, des 51 qui restent seulement 3 sont de «simples» membres, toutes les autres occupant des fonctions dans différentes organisations et structures du parti. La position la plus récurrente est la présidence/vice-présidence d'une Organisation des femmes: 18 femmes sont des leaders de ces organisations. Toutes n'ont pas occupé dès le début une pareille fonction, elle peut suivre à d'autres, mais apparaît comme une position légitimante dans les trajectoires des femmes politiques. Dans le cas des femmes qui sont élues députées sans avoir occupé une fonction dans l'Organisation des femmes, mais qui deviennent vice-présidentes ou présidentes après, ces fonctions apparaissent comme un capital politique exploité ultérieurement, pour une carrière politique en ascension. D'autres fonctions qui semblent «utiles» et «efficaces» sont: membre, secrétaire, vice-président du Bureau permanent du parti, du Bureau exécutif, du Conseil national; en deuxième place viennent les fonctions de direction – président, vice-président – à l'intérieur des Organisations départementales, municipales, ou même d'arrondissement, dans le cas de la capitale. Pour les plus jeunes, les fonctions de direction dans le cadre des Organisations de Jeunesse des partis apparaissent également comme une ressource valeureuse: 6 femmes parmi les très jeunes détiennent de pareilles fonctions.

¹ Comme l'ont montré aussi les études de Mariette Sineau et Frédérique Matonti.

² Il faudra extrapoler les recherches aux mandats précédents et voir précisément quel est le pourcentage de celles qui se spécialisent après avoir obtenu le siège parlementaire et essayer ensuite de trouver une explication rigoureuse à cette situation.

³ Plusieurs de ces aspects sont valables aussi pour les hommes politiques, comme le montre l'étude de Laurențiu Ștefan.

La variante des femmes...

La complexité des phénomènes imposent, je l'ai déjà dit, la multiplication des sources afin d'obtenir une perspective plus nuancée. Les CV officiels ne peuvent pas tout dire sur la cooptation et/ou la promotion des femmes par les partis politiques. Les récits de ces actrices politiques sont très utiles et très intéressants pour compléter la «variante officielle» et abrégée de leur trajectoire. Je reproduirai en ce qui suit 11 fragments tirés des entretiens que j'ai réalisés jusqu'à présent¹. Je retiendrai seulement le récit de ces femmes quant à leur entrée en politique et à leur promotion sur les listes.

Ecaterina Andronescu (PSD):

«À la fin de l'année 1995 j'étais doyen de la Faculté de chimie de l'Université Polytechnique de Bucarest; il y avait beaucoup de problèmes et évidemment, comme tout un chacun qui se trouvait dans ma position, j'essayais de les résoudre [...] J'ai été obligée de frapper plusieurs fois à la porte de monsieur le ministre Liviu Maior, pour les problèmes de la faculté. À un moment donné, en novembre, suite à des grèves des étudiants, le secrétaire d'État pour l'enseignement supérieur a démissionné. Et monsieur le ministre m'a invité à occuper la fonction de secrétaire d'État [...] Sans être membre de parti [...] J'ai été secrétaire d'État depuis la fin de l'année 1995 et toute l'année 1996 et aux élections de 1996 j'ai été invitée à devenir membre du PDSR de l'époque et à m'inscrire sur les listes parlementaires de ce parti. Voilà comment je suis entrée dans la politique»².

Cornelia Cazacu (PD-L)³:

«J'ai été un simple membre, ensuite j'ai été proposée présidente de l'Organisation des femmes du secteur 6. Puis je suis devenue la présidente de l'Organisation des femmes de Bucarest. Après je suis entrée dans l'équipe de direction de l'Organisation des Femmes au niveau national. Mais je dois avouer que j'ai beaucoup bossé dans toutes ces fonctions, j'ai bossé avec mes collègues, on a eu beaucoup d'actions qui visaient la problématique féminine, et je crois que seulement mon travail et mon activité m'ont recommandé pour une pareille fonction».

Minodora Cliveti (PSD):

«Je suis membre PSD depuis 1993 [...] J'y suis entrée naturellement, parce que c'était un parti avec des hommes que je connaissais, que j'appréciais [...] J'étais avocate et je ne fais pas un secret du fait qu'un collègue à moi, qui a été avocat et qui occupe maintenant une fonction importante, m'a encouragé à entrer dans la politique, je suis entrée, j'ai aimé l'idée d'être active [...] Il y a eu une symbiose d'intérêts, je crois, en ce moment [...] au moins en 2000, quand je suis

¹ Je tiens à remercier toutes mes onze interlocutrices pour l'amabilité de m'avoir accordé ces entretiens, en dépit de leur agenda très chargée, et d'avoir aussi consenti la publication des informations dans des revues scientifiques.

² Entretien réalisé avec Ecaterina Andronescu, le 18 juin 2008.

³ Elle a une affaire familiale de succès lorsqu'elle décide d'entrer en politique: en 1997 elle s'inscrit dans l'Organisation des femmes du PD. Entretien réalisé avec Cornelia Cazacu, le 29 octobre 2008.

entrée effectivement en jeu, parce que j'étais avocate, donc assez connue, et ainsi de suite, j'avais une clientèle, donc du potentiel électoral, pour ainsi dire... Et en même temps le parti avait besoin de femmes, d'une femme comme moi, avec ma formation professionnelle, mon aspect physique, pourquoi ne pas le reconnaître, ma popularité et ainsi de suite»¹.

Luminița Gheorghiu (PSD)²:

«Moi, je suis membre dans l'organisation du secteur 5 „qui est“... (elle rigole) sans commentaires. Et je n'ai pas eu des pistons au centre, quelqu'un qui dise: Luminița, sa seule présence apporte des votes».

Manuela Mitrea (PSD)³: elle s'est inscrite dans l'organisation PSD de son secteur où:

«Les plus âgés me sympathisaient beaucoup, parce que j'étais très active, je les aidais; et c'est comme ça que j'ai été promue dans des fonctions de direction, et non parce que quelqu'un m'aurait appuyé, comme essayaient de l'insinuer à l'époque les uns et les autres ...».

Après une rencontre de 60-70 jeunes (dont elle aussi) avec le président du parti, Adrian Năstase:

«Le lendemain, ou un jour après, j'ai été contactée par quelqu'un du cabinet de Adrian Năstase, en me disant qu'il veut me voir. Je suis arrivé chez son cabinet – je le voyais la deuxième fois dans ma vie [...] et il m'a demandé si je voulais être sa conseillère»⁴.

Ileana Moldoveanu (PSD)⁵: au moment où elle est «invitée» à rejoindre le PSD, elle est directrice de l'Agence de tourisme de la station Sângeorz Băi:

«Je suis entrée dans la politique en 1999 à l'invitation du président de l'organisation Sângeorz Băi, département de Bistrița-Năsăud. Immédiatement après mon entrée, lors des premières élections, j'ai été élue présidente de l'Organisation de femmes, ensuite vice-présidente de l'organisation départementale, et en 2000 j'ai été élue conseiller local [...] Donc en 2000 j'ai été élue conseiller local,

¹ Jusqu'en 2000 elle occupe des fonctions au niveau local, en 2000 elle devient conseiller local et ensuite candidate au Parlement. Entretien avec Minodora Cliveti, réalisé le 17 juin 2008.

² Elle est appelée au dernier moment à remplacer un collègue (le 28 octobre 2008); autrement, elle est dans l'échelon secondaire, elle n'a pas été sur les listes de 2004 – ni sur celles de 2008, déjà faites au moment de l'entretien, même si avec sa popularité elle croit pouvoir apporter beaucoup de votes. Entretien avec Luminița Gheorghiu, réalisé le 20 octobre 2008.

³ L'entrée en politique: «ce fut une question de hasard», selon ses dires. Ingénieur, étudiante en deuxième année à une faculté de droit, mécontente de la vie personnelle, elle se sent inaccomplie. Elle décide de passer le concours pour la télévision SOTI, mais son mari de l'époque n'est pas d'accord. Donc elle pense à entrer dans la politique «pour remplir le vide que je sentais dans ma vie». Elle travaillait au Ministère de la Jeunesse et du Sport, collaborait avec des Organisations de jeunesse. Entretien avec Manuela Mitrea, réalisé le 17 juin 2008.

⁴ C'est ce poste qui l'aide ensuite à être inscrite sur les listes.

⁵ Entretien avec Ileana Moldoveanu, réalisé le 20 octobre 2008.

en 2004 conseiller départemental, et en 2008, j'ai été sur les listes du conseil local et sur les listes du conseil municipal, étant élue sur les deux. Comme mon ancien collègue, monsieur le sénateur Ovidiu Crețu a gagné les élections de Bistrița, j'ai dû démissionner de mes deux fonctions [...] car j'entrais dans l'incompatibilité et [...] me voilà sénateur pour quelques mois».

Norica Nicolai (PNL): enseignante à l'Université après 1989, avocate, en 1992 elle entre dans le PNȚCD:

«Pas nécessairement pour l'idéologie, qui m'était aussi familière que celle libérale, mais pour la personnalité de Coposu, qui personnellement m'a beaucoup marquée et je crois qu'il a été la grande personnalité politique de la première décennie. J'ai opté pour le PNȚCD parce que d'une certaine façon ils m'ont choisi aussi en janvier 1990, lorsque j'étais procureur et il y a eu ces mouvements au cours desquels les sièges des partis ont été attaqués; à Oltenița la même chose s'est passée et je crois avoir été le seul procureur à constituer un dossier pénal là-dessus, que j'ai envoyé en justice. Les leaders PNȚCD de l'époque, Rațiu, ont apprécié mon action comme un geste de courage et de dignité, et m'ont proposé d'entrer en politique, d'entrer dans le PNȚCD».

Daniela Popa (PC):

«J'ai commencé du niveau le plus bas. Du statut de simple membre d'une organisation de parti [...] J'ai commencé à m'impliquer dans l'organisation, j'ai été dans l'organisation municipale, ensuite j'ai été promue dans l'organisation départementale, j'ai participé à de nombreuses actions au niveau national, j'ai eu quelques discours, quelques actions à l'organisation desquelles j'ai pris part, j'ai commencé à être connue»¹.

Raluca Turcan (PD-L):

«Je suis entrée en politique par hasard, je ne le cache pas [...] Comme formation je suis économiste. Je me suis spécialisé, avec mon mémoire de maîtrise, dans le PR. Et quand j'ai fini la faculté j'ai voulu entrer dans une grande entreprise [...] Au département de relations publiques travaillait M. Theodor Stolojan et par hasard il s'est impliqué dans la campagne électorale de 2000».

C'est comme ça qu'elle se sent attirée par le PR politique et commence à collaborer avec une organisation du PD en 2004, à leur demande. «L'expérience et l'entourage sont très importants»².

Doina Silistru (PSD)³: en 2001 elle devient membre du parti et en 2002, grâce à son «sérieux» et à son «assiduité», elle est élue présidente de l'Organisation des femmes du PSD, département de Vaslui: «On a reconnu mes mérites, le fait que je me

¹ Entretien avec Daniela Popa, présidente du Parti conservateur, réalisé le 23 juin 2008.

² Entretien avec Raluca Turcan réalisé le 30 juin 2008.

³ Chercheuse dans un Institut agronomique, connue dans le monde scientifique, elle entre «par hasard» dans la politique: en 1998-1999, lorsqu'elle travaillait dans des projets scientifiques, comme leur laboratoire n'avait pas d'ordinateur, elle allait utiliser un ordinateur qui se trouvait au Conseil municipal. C'est là qu'une dame lui aurait proposé d'entrer dans le PSD.

suis impliquée.» En 2003 elle quitte son poste de chercheur, trop mal rémunéré, pour un poste de directeur exécutif adjoint à la Direction agricole – poste vacant depuis six mois et qu'elle a occupé par concours, comme elle le souligne. La fiche du poste demandant beaucoup d'inspections sur le terrain, elle arrive à «prendre contact avec le territoire» et est proposée en 2004 sur les listes du Sénat (elle passe de la troisième place sur la deuxième place après l'élimination du parti du premier de la liste). Son sérieux, son assiduité, son aisance à parler avec les «hommes simples», la connaissance du territoire sont, selon elle, les «atouts» qui l'ont recommandée¹.

Lavinia Șandru (PD-L, ensuite indépendante)²: elle commence sa carrière politique dans l'Organisation de jeunesse du Parti démocrate, secteur 5:

«J'ai commencé depuis le niveau le plus bas [...], ensuite je suis devenue vice-président de l'Organisation de jeunesse du secteur 5 [...] Les collègues de propose mais ils doivent te reconnaître [...] tu dois te faire connaître, ils doivent voir en toi un leader».

Ensuite, après beaucoup de boulot fait dans l'Organisation de parti (elle déclare avoir fait du tout), en 2004, Traian Băsescu lui confie la mission de «sauver» l'organisation PD de Târgu Mureș (sa ville natale) en se portant candidate à la mairie:

«L'idée de Traian Băsescu et de Cosmin Gușă a été d'aller aux élections locales, de poser ma candidature pour la fonction de maire»³.

C'est la rampe qui la lance dans la «haute» politique, en la recommandant pour les listes parlementaires.

Passionnants, ces récits enrichissent et nuancent les constats fait à partir des données «officielles». Toutes les femmes interviewées mettent en exergue leur capital professionnel ou les compétences qui les «recommandaient» pour les fonctions qu'elles allaient occuper. Daniela Popa a la carrière la plus longue dans un parti politique, étant aussi arrivée le plus «haut»: elle est la première – et la seule pour le moment – femme présidente d'un parti politique en Roumanie. La majorité ont la tendance à souligner le fait qu'elles ont construit rigoureusement leur carrière (plus ou moins rapidement, selon le cas), même si, de façon plus ou moins ouverte, la majorité des entretiens laissent entendre l'importance du capital social (des relations, recommandations) dans une carrière politique de succès. Minodora Clivetti est la plus franche en ce sens, comme le montre le fragment cité. Manuela Mitrea, Raluca Turcan et Lavinia Șandru se font remarquées par des leaders de leurs partis, ces rencontres s'avérant décisives pour la promotion sur les listes électorales. Ecaterina Andronescu est aussi cooptée par le haut, mais dans ce cas les relations professionnelles sont plus évidentes⁴. Doina Silistru joue parfaitement la carte du néophyte, s'esquivant à toutes les questions qui visaient le capital social. Ileana Moldoveanu se plaît dans son rôle de «outsider»

¹ Le récit est trop long pour le citer en entier, j'en ai fait le résumé. Entretien avec Doina Silistru, réalisé le 21 octobre 2008.

² Après des études de théâtre, elle se rend à Bucarest, où elle devient rédactrice d'une émission de divertissement (Antena 1).

³ Entretien avec Lavinia Șandru, réalisé le 27 octobre 2008.

⁴ Pour l'analyse de la cooptation par le haut des femmes en politique, v. Mariette SINEAU, «Les femmes politiques...cit.».

de la haute politique, se montrant plus critique par rapport au Parlement que face à son Organisation d'origine, très «démocrate». Une autre «outsider» reconnaît, au contraire, qu'elle ne s'y plaît pas et que c'est le manque de pistons au centre qui limite sa carrière politique (Luminița Gheorghiu). Norica Nicolai insiste sur son capital professionnel, Daniela Popa sur sa carrière à l'intérieur du parti.

Capital scolaire et professionnel, fonctions dans le parti et qualités personnelles, voilà les atouts considérés efficaces et soulignés par mes interlocutrices. À la différence de la première partie de l'analyse, cette investigation qualitative des expériences subjectives laisse s'entrevoir, le plus souvent derrière les lignes, l'importance du capital relationnel, de la recommandation des leaders des partis politiques, surtout en début de carrière. Au-delà des mécanismes de recrutement et de promotion politique propres aux différents partis (avec dans tout les cas une promotion et une appréciation moindre des femmes), chacune d'entre elles mobilise les ressources considérées efficaces, choisissant la stratégie qui lui semble la plus appropriée pour une carrière politique de succès.

Il n'est pas question de tirer des conclusions fermes après cette première étape d'une recherche qui se montre complexe et vaste. Les trajectoires des femmes politiques représentent une base de données précieuse, qui nous indique les ressources personnelles valorisées et efficaces dans la construction d'une carrière politique. Les entretiens se montrent essentiels pour approfondir ces données et pour aller plus loin dans le décryptage des mécanismes et des jeux de pouvoir qui sous-tendent le recrutement des élites politiques à l'intérieur des partis. Dans les conditions ou en Roumanie, plus que dans les pays avec des démocraties anciennes, les mécanismes de recrutement des élites politiques et les règles de fonctionnement du jeu politique sont loin d'être explicites et frisent souvent l'incohérence, dans les conditions où il n'y a pas des mots pour dire l'exclusion des femmes, puisqu'on parle le langage politiquement correct de l'UE, les sources de la sous-représentation politique des femmes sont encore difficiles à identifier dans leur totalité.

ANNEXES

Tableau 1
Pourcentage de femmes dans les Chambres monocamérales/basses des Parlements nationaux/fédéraux et au Parlement européen¹

Pourcentage	Pays	Femmes (%)
Plus de 40%	Suède	46
	Finlande	42
	Pays-Bas	40
Plus de 30%	Danemark	38
	Belgique	37
	Espagne	35
	Norvège	35
	Allemagne	33
	Islande	33
	Autriche	31
	Macédoine, ancienne République yougoslave de	31
	Parlement européen	31
Plus de 20%	Portugal	29
	Luxembourg	25
	Liechtenstein	24
	Lituanie	23
	Bulgarie	22
	Croatie	22
	République de Serbie	22
	Estonie	21
	Italie	21
	Lettonie	21
	Pologne	20
	Plus de 10%	Slovaquie
Royaume-Uni		19
France		18
Grèce		16
Chypre		16
République Tchèque		15
Irlande		13
Slovénie		12
Hongrie		11
Moins de 10%	Malte	9
	Roumanie	9
	Turquie	9

¹ Tableau publié par la Commission européenne: http://ec.europa.eu/employment_social/women_men_stats/out/measures_out51_fr.htm (consulté le 15 octobre 2009).

Tableau 2
Les femmes parlementaires roumaines de la législature 2004-2008

Nom et année de naissance	Études		Fonctions dans le parti ¹	État civil		Parti	Fonction professionnelle avant l'inscription sur les listes
	Universitaires	Postuniversitaires		M	C/D		
1. Adomnicăi Mirela Elena , n. 1970 députée 2004-2008	Fac. de Droit (1996)	M. en Administration publique (Fac. de Sociologie, Bucarest) 2004 m. Management politique, Institut social démocrate «Ovidiu Șincai», Bucarest, 2004	2000-2004: VP de l'Org. PSD Suceava 2002-2004: VP de TSD Suceava	*		PSD	2003-2004: directeur ATTS Suceava
2. Anastase Roberta Alma n. 1976 députée, 2004-nov. 2007, démission pour le PE	Fac. de Sociologie (1998)	Master Études européennes, Fac. de Sciences Politiques, UB (2000)	1997-2001: VP de OJ du PD 2001-présent: président de l'Org. Prahova, PD depuis 2003: S. Ex. BPN depuis 2002: VP de OF		*	PD	Conseiller du ministre des transports (2000), expert parlement. (2001), directeur société commerciale (2001-2004)
3. Andronescu Ecaterina n. 1948 députée, 2004-2008	Institut Polytechnique (1972)	Docteur dans les sciences de l'ingénieur, 1982 Spécialisations en France, Angleterre et Espagne (1994-1998)	depuis 1997: membre BEC PSD, membre du CN du PSD et VP de l'Organisation PSD Bucarest	*		PSD	Doyen de la Fac. de Chimie industrielle, Univ. Polytechnique de Bucarest 2000-2003: ministre de l'éducation 1996-2000, 2000-2004: députée
4. Ardelean Lia n. 1959 députée, 2004-2008	Fac. de Technologie chimique, Timișoara (1982) Étudiante à la Fac. de Comptabilité et Informatique de gestion (III ^e année), Arad	–	mai 1997-présent: présidente PUR (PC) social-libéral, Arad		*	PC	Chercheur, Univ. «Aurel Vlaicu», Arad directeur SC «Lia Ardelean SRL» 2004-présent: conseiller départemental Arad; président de commission
5. Boagiu Anca Daniela 1968 députée, 2004-2008	Génie Civil, Univ. de Constanța (1995)	Plusieurs cours et spécialisations à l'étranger	Présidente de l'organisation du sect. 2 Bucarest, PD (ensuite PDL) VP du BPN du PD (ensuite PD-L)		*	PD PD-L	Depuis 1996: dans l'adm. publique 2000: ministre des transports 2000-2004: députée

¹ Il s'agit de la plus haute fonction dans les bureaux permanents et respectivement dans l'Organisation de femmes et/ou de jeunesse.

6. Bruchental-Pop Ionela n. 1973 députée, 2004-2008	Fac. de Droit (2004)	—	2001-2004: VP du BPD. Bihor et présidente Org. Ștei-Bihor	*		PD PD-L	Juriste 2004: conseillère municipale
7. Buciu Angela n. 1942 députée, 2004-2008	Philologie Univ. «Babes Bolyai», Cluj- Napoca (1981)	—	s.d.	*		PRM	depuis 2002: prof. canto – Univ. des Arts «Vatra», Baia Mare, interprète connue de musique folklorique
8. Buruiiană Aprodu Daniela n. 1953 députée, 2004-2008 indép. depuis 2007	Univ. «Dunărea de jos» (1981)	CND (2002)	Membre dans le Comité Directeur PRM (1991-2004)	*		PRM après indép.	journaliste 1990-1992, 1996- 2000, 2000-2004: députée
9. Bușoi Diana Maria n. 1973 députée 19 déc. 2007-2008	Fac. des Sciences Économiques, Univ. de Craiova (après 1989)	2004-2005: e. p. u. Management des syst. technologiques, Univ. de Craiova Docteur en économie, Univ. de Craiova (2002)	Depuis 2001: VP du BPD Dolj du PD (ensuite PD-L) 1997-2001: secrétaire du BPD du PD Dolj 1996-2001: VP de OJ du PD Dolj	s.d	s.d	PD PD-L	Inspecteur général dans l'enseignement Dolj
10. Cazacu Cornelia n. 1955 sénatrice, 2004- 2008	Fac. de Constructions civiles, industrielles et agricoles, Bucarest (1982)	SNSPA-Sciences Politiques (2001-2004)	2000: présidente OF Buc, PD 2004: présidente intérimaire ONF, PD	*		PD PD-L	2002-2004: conseiller S.C. REMIX ROM S. A.
11. Ciornei Silvia n. 1970 sénatrice, 2004-2007 (démission pour PE)	Polytechnique, Fac. de Mécanique, commencée en 1993	MBA ASE (1996) MBA Univ. Polytechnique Depuis 2003: Drd ASE	s.d.	*		PC	2000-2003: ministre des entreprises petites et moyennes et de la coopération
12. Cliveti Minodora n. 1955 députée, 2004- 2008	Fac. Droit, Univ. «Alexandru Ioan Cuza», Iași (1978)	1994: Institut droits de l'homme (Strasbourg) – spécialisation 1991: Columbia University, bourse d'études sur les droits de l'homme	2001: membre dans le CN du PSD, membre du BEC, PSD, VP de l'OF PSD	*		PSD	1996: diplomate MAE 2000-2004: députée

13. Cocrea Olguta n. 1957 députée, 2004-2008 depuis fév. 2005 indépendant	s.d.	—	s.d.	*		PRM Indép.	1976-2004: Direction de la Poste Bacău 2000-2004: VP fédérations de syndicats de la Poste Roumaine
14. Constantinescu Anca n. 1962 députée 2004-2008	s.d (Ingénieur?) 1988	s.d.	2003-2004: VP et trésorier Org. Bucarest, trésorier OF du PD 2002-2004: trésorier OF du PD		*	PD PD-L	1990-2004: directeur général PRO-CONSUL
15. Crețu Corina n. 1967 sénatrice 2004-déc. 2007; démission pour le PE	Fac. de Cybernétique Économique Bucarest (1989)	Collège des Études Internationales de Sécurité – Allemagne	1997-2000: VP de l'ONF du PSD 1997-200: S.Ex., chef du bureau de presse PSD 2005: VP de l'Org. PSD Bucarest		*	PSD	2000-2004: conseiller présidentiel
16. Crețu Gabriela n. 1965 députée 2004-déc. 2007 (démission pour le PE)	Fac. d'Histoire et Philosophie, Iași (1987)	Spécialisations dans les domaines: gender, gender mainstreaming, communic. politique, droits de l'homme, campagnes électorales; doctorat en philosophie (Iași, 1998)	depuis 1998: membre dans le CN du PSD; 2003-2004: VP de Org. Départ. Vaslui, PSDR; depuis 2005: VP de ONF du PSD	*		PSD	1991-2004: professeur de sciences sociales, lycée théorique «Mihail Kogălniceanu», Vaslui
17. Drețcanu Doina Mișunica n. 1957 députée 2004-2008	Institut polytechnique Iași, Fac. Automatique (1981)	Spécialisations Agent de valeurs mobiles (1995) et management de la qualité (1996)	2001: VP du PSD Botoșani 2002: président O.D.F. Botoșani du PSD 2004: président intérimaire Org. Municipale PSD Botoșani	*		PSD	1996-2001: directeur général S.C. S.S.I. BT. S.A.; 2000-2004: députée
18. Dumitrescu Liana n. 1973 députée 2004-2008	Fac. de Droit, UB (1996)	2008: Institut roumain de diplomatie	2003- présent: VP de l'Association des Macédoniens de Roumanie		*	minorités	2001-2004: conseiller (chef bureau), Chambre des députés

19. Ehling Elena n. 1954 députée, 13 août 2008-nov. 2008 août-sept.: PD-L sept.-nov. PSD	Elle apparaît dans un projet comme prof. dr., donc doit avoir des études universitaires	s.d.	s.d.	s.d	s.d	PD-L PSD	professeur, inspecteur dans l'enseignement, départ. Mehedinți
20. Gavrilescu Grația Leocădia n. 1966 députée déc. 2007-2008	UPG, Ploiești (1989)	1992: Institut de Management, Bucarest; 1994: spécialisation dans la médecine du travail Institut de Médecine Bucarest 2007: études post-univ. management dans l'administration publique locale, I.N.A. Bucarest	2006- présent: présidente OFL Prahova; 2004-présent: membre PNL Prahova; 2003-2004: présidente PUR Ploiești.	*		PNL	1996-2004: directeur général - SC ARPROM SA Bucov
21. Gălteanu Monalisa n. 1964 députée 2004-2008	Fac. Mathématiques, Univ. de Craiova (1986)	2004: docteur en sciences économiques 2005: études post-univ. de spécialité 2006: CND	2005: VP de l'Org. locale PSD Dolj et membre du BE depuis 2001: membre du Conseil départemental de l'OF du PSD Dolj 2003-2005 - VP du BE du Conseil Municipal PSD Dolj		*	PSD	1986-2004: professeur de mathématique, Colegiul Național «Ștefan Velovan» Craiova, Dolj 2000-2004: formateur régional de directeurs d'unités d'enseignement - Centre Régional Dolj
22. Gheorghiu Luminița n. 1952 sénatrice, oct-nov. 2008	Fac. de Droit, UB (1975)	1987: post-univ. UB 2000: m. dans la communication, Institut social démocrate 2001: m. dans les droits de l'homme, Univ. Baia Mare 2004: docteur en droit UB	s.d.			PSD	2005-2008: conseiller parlementaire 2003-2005: VP L'Autorité Nationale pour les personnes avec handicap

23. Iacob-Ridzi Monica Maria n. 1977 députée 2004- nov. 2007, démission pour le PE	sciences économiques, Univ. de Petroșani 2000; droit, Univ. de Alba Iulia 2002	2007: docteur dans les sciences de l'ingénieur, Univ. de Petroșani, cours de formation parlementaire, 2006: ENA, Strasbourg (organisé par le Ministère des Affaires étrangères)	2008: Présidente OJ du PD-L 2005: VP du BP du PDL Hunedoara du BPN de l'OJ 2001-2006: VP du BPN de OJ du PD (PD-L) 2001-2006: présidente du BPD Hunedoara, OD du PD (PD- L) Hunedoara	*		PD PD-L	juin-déc 2004: conseiller départemental janv.-déc. 2004: directeur général - Euro Riva Serv 2000-2004: directeur ressources humaines, marketing, développement - Euro Riva Serv
24. Iordache Grația Denisa 1965 députée, 2004- 2008	ASE Bucarest (1987)	1998-2000: Case Western Reserve University, Cleveland-Ohio IMC Graduate School of Business, Budapest	Secrétaire général OF du PD Secrétaire exécutif BPD Buzău	s.d	s.d	PD PD-L	2001: professeur associé ASE Bucarest 2000: dir. Exécutif de l'Assoc. Des actionnaires de Roumanie, VP de UNOPC
25. Ivănescu Paula Maria n. 1946 sénatrice 2004- 2008	Fac. de Technologie et Chimie du Pétrole et des Gaz (1969)	—	1990: membre FSN	*		PD PD-L	1969-1992: chercheur principal INCERP Ploiești; 5 brevets d'invention 1992-1996, 1996- 2000, 2000-2004: députée
26. Jipa Florina Ruandra n. 1944 députée, 2004- 2008	Fac. de Droit, Univ. «Babeș- Bolyai», Cluj (1974)	Docteur en droit, Univ. «Babeș- Bolyai», 1997	2000-2008: membre du Conseil National du PRM depuis 2008: membre PSD	*		PRM sept. 2008 PSD	1990-1997: conseiller, ministère de la justice 1997-2000: juge, Tribunal de Bucarest 2000-2004: députée
27. Lari Iorga Leonida n. 1949 députée 2004- 2008	Fac. de Philologie, Univ. d'État de Chișinău	—	1990-1997: présidente de ICDTM – la Ligue chrétienne démocrate des femmes de R. Moldova	*		PRM Indép. depuis janv. 2006	1988-2003: rédacteur de la publ. «Corul natiunii» 1992-1996, 1996- 2000, 2000-2004: députée
28. Loghiu Irina n. 1939 sénatrice 2004- 2008	Pas d'études supérieures	—	Membre PRM	*		PRM	interprète très connue de musique folklorique 2000-2004: députée

29. Manolescu Oana n. 1941 députée 2004-2008	Fac. de Chimie, UB (1965)	—	1997-1999: VP de la Ligue des Albanais de Roumanie 1999-présent: présidente de la Ligue des Albanais de Roumanie	*	minorités	1969-1996: professeur de chimie, lycée «Electroputere», Craiova 1996-2000, 2000-2004: députée
30. Mărculeț Petrescu Mira Anca Victoria n. 1949 députée 2004-2008	Institut d'architecture «Ion Mincu» (1973)	—	s.d.	*	PRM	1980-2004: chef de projet d'architecture et chef de projet complexe Casa Republicii
31. Mihăilescu Teodora n. 1960 députée 2004-juin 2005, démission	ASE Bucarest (1984)	1995: CND; 1996: SNSPA (sciences po.)	1992: FDSN-PSD S.Ex.	*	PSD	1998: conseiller au cabinet du VP de la Chambre des Députés; 2001-2004: - secrétaire d'État, DAIS – Chancellerie du Premier ministre 1990-1992: députée
32. Mitreă Manuela n. 1963 députée 2004-2008	Fac. Équipements Technologiques Bucarest (1987); Fac de Droit, Univ. de Craiova (1997)	—	1996-2000: VP de l'Org. PSD-4 ^e arrondissement 2000-2008: VP Conseil Départ. Mehedinți, membre dans le C.N. du PSD	*	PSD	1995-1997: expert, Conseil National du PDSR 1997-2000: chef bureau sénatorial 2000-2004: députée
33. Moisuc Viorica Pompilia Georgeta n. 1934 sénatrice 2004-2008	Fac. d'histoire, UB (1956)	Docteur en histoire (1966)	Membre PRM depuis 2002	*	PRM	1990-1997: chercheur Institut d'études sud-est européennes, Bucarest Depuis 1993: prof. Fac. d'hist. et sciences politiques, Univ. Ovidius Constanta
34. Moldoveanu Ileana n. 1957 sénatrice juin-nov. 2008	Cours après le lycée management et design théorique CNIT Bucarest (1995-1997)	—	VP Org. PSD Bistrița-Năsăud depuis 1999: présidente OF du PSD	*	PSD	depuis 2003: directeur marketing et tourisme S.C. Hebe SA, Sângeorz-Băi depuis 2004: conseiller départemental PSD Bistrița Năsăud

35. Muscă Monica Octavia 1949 députée, 2004- mars 2007 démission après le scandale	Fac. de Philologie, Timișoara	—	VP du PNL	*		PNL dem. 12. 03.07	chercheur à l'Institut linguistique «Iorgu Iordan» 1996-2000, 2000- 2004: députée
36. Nassar Rodica n. 1957 députée 2004- 2008	Fac. Sciences Écon, Univ. de Iași (1983)	—	depuis 1997: P de l'Org. PSD – 2 ^e arrondisse- ment; depuis 2006: membre du BPN du PSD et membre dans le Comité Exécutif National de PSD	*		PSD	1985-1990: directeur ETCO Ltd. Beirut-Liban; 1991-2000: directeur IF SRL Bucarest 2000-2004: députée
37. Nedelcu Gabriela n. 1970 députée 2004- 2008	Fac. de Psychologie, Univ. de Iași (1995)	—	Depuis 2003: VP de OF PSD Pașcani, membre du BED Pașcani Depuis 2004: membre dans le CN – TDS	*		PSD	2000-2004: directeur, Școala specială Pașcani; 2000-02004: chef du Centrul de plasament «Speranța» Pașcani 2004 - conseiller municipal Pașcani
38. Nicolai Norica n. 1958 sénatrice 2004- 2008	Fac. de Droit, UB (1983)	Drd. en manage- ment Univ. «Valahia», Târgoviște; Drd. en droit pénal, Cleveland State University, Marshall Law School	depuis 2007: VP du PNL; membre BPJ du PNL Cluj	*		PNL	1997-2000: secrétaire d'Etat, ministère du travail 2000-2004: sénatrice
39. Petre Maria n. 1951 sénatrice 2004- déc. 2007	ASE, Bucarest (1975)	Adm. Publique/ Commerce (av. 1989) 1995-1998: des stages de perfectionne- ment dans des universités d'Angleterre, États Unis et Danemark	1990: membre FSN depuis 2003: présidente BPD du PSD Ialomița, 2001-2005: secrétaire exécutif BPN 2002-2006: VP de BPN-OFD	*		PD PD-L	1986-1990: direc- teur de l'activité de planification, Conseil départe- mental Ialomița 1991-1992: directeur/coord. De l'activ. du budget local et finances, Préfecture de Ialomița 1992-2000: VP/ coord. Départ. de développement et budget, Conseil départemental Ialomița 2000-2004: sénatrice

40. Plumb Rovana n. 1960 députée, 2004- déc. 2007, démission pour le PE	Institut Polytechnique Bucarest (1984)	2004: doc. management (systèmes industriels), Univ. Polytechnique Bucarest 1999-2003: cours de spécialisation aux États-Unis, au Portugal, en Belgique	depuis 200: membre du Bureau coordonateur du PSD; président exécutif Org. sect. 3 Bucarest PSD; depuis 2003: membre du BEC du PSD; s.g. de OF du PSD; depuis 2001: membre dans le CN du PSD	*		PSD	1995-2000: président, directeur général S.C. Gerovital Cosmetics SA; 1992-1994: Directeur commercial S.C. Miraj S.A. 2001-2004: secrétaire d'État, président de l'Autorité nat. Pour la protection du consommateur
41. Popa Daniela n. 1956 députée, 2004-2008	Technologie et construction des voitures Univ. Braşov (1981)	2007: m. Management du secteur public UGP Ploieşti; 2007: m. Sécurité et défense nationale, Univ. Nationale de défense Bucarest 2005: docteur en écon., ASE Bucarest 2007: drd Sciences militaires et informations, Univ. Nationale de défense Bucarest Nombreux cours et spécialisations, y compris un cours du CND	1990-1997: membre fondateur FSN/FDSN/ PDSR 1997-2000: s g adjoint ApR 2004: chef chancellerie président PUR 2007-2008: secrétaire BP du PC depuis 2008: président PC		s.d.	PC	1990-1992: inspecteur de spécialité, Préfecture Dâmboviţa 1990-1992, 1992- 1996, 1996-2000: députée
42. Popescu Ionica Constanţa n. 1972 députée 2004- 2008	Journalisme UB (1995)	2001-2004: cours pour l'amélioration de la représentation de la femme dans la politique, British Council	2003-2005: membre dans le CN, PUR, S.Ex. pour la rel. avec la presse PUR, membre dans le CN du PUR depuis 2005: membre B.P. du PC, membre du CN du PC	*		PC	1998-2004: producteur- reporter Antena 1 Bucarest 2001: directeur, ministère pour les entreprises petites et moyennes
43. Rebreanu Nora Cecilia n. 1935 sénatrice, déc. 2007-2008	Institut Polytechnique Bucarest (av. 1989)	—	Membre BEC, Membre CN Vice-présidente Org. PSD Bucarest	*		PSD	membre du Conseil d'administration de la Radio nationale 2000-2004: sénatrice

44. Rusu Mihaela n. 1965 députée, 2004-2008	ISE Cluj, (1989)	2003: études économiques post- univ.	2000: VP de OF du PSD Satu Mare; 2002: membre de l'Org. centrale PSD; 2003: membre dans la délégation permanente de PSD Satu Mare	*		PSD	2000-2002: directeur BCR Ag. Horea, Satu Mare; 2002-2004: directeur exécutif BCR S.A. succursale départementale Satu Mare 2004: conseiller départem. PSD.
45. Săftoiu Adriana n. 1967 députée, déc.2004; démission pour la fonct de conseiller présidentiel	Fac. de Lettres, roumain-espagnol, UB, 1992	1993: spécialisation «Littérature comparée», UB 1995-1998: plusieurs cours de spécialisation dans le journalisme 2000: bourse, Relations publiques, IRI, SUA	2001-2004: directeur du Bureau de presse du PD	*		PD PD-L	1998-2000: secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement 2000-2001: directeur de cabinet, ministère des transports 2001-2004: conseiller RENITRON 2000 2004-2007: conseiller présidentiel
46. Sârbu Daciana Octavia n. 1977 députée 2004-nov. 2007, démission pour le PE	Fac. de Droit (2000)	depuis 2001: doctorant en droit, 2002: CND, 2003: m. en management politique, 2004: m. en droit commercial	juin 2003: membre du BEC du PSD; Novembre 2002: secrétaire général du TSD	*		PSD	Mars-déc. 2004: secrétaire d'Etat, président de l'Autorité Nat. pour la Jeunesse; juin 2003-mars 2004 : secrétaire d'Etat ministère de l'éducation; 2001-2003: conseiller, Corps de Contrôle du premier ministre
47. Silistru Doina 1958 sénatrice, 2004-2006	Institut Polytechnique s.d.*	1997: docteur en agronomie	depuis 2002: présidente OF du PSD Vaslui membre du BED du PSD Vaslui membre du BEN de OF du PSD	*		PSD	1988-2004: chercheur principal gr.III, CP gr.II, CP gr.I 2003-2004: directeur ex. adj., Direction pour l'agriculture et le développement rural Vaslui
48. Stănoiu Rodica Mihaela n. 1939 sénatrice, 2004-2006	Droit, UB, avant 1989	Docteur en droit pénal international Droit comparé Strasbourg Criminologie Montréal	s.d.			PSD Indép. PC	2000-2004: ministre de la justice 1996-2000, 2000-2004 : sénatrice
49. Szabo Ilona sénatrice, sept. 2007-2008	Ingénieur dans l'industrie du bois	s.d.	s.d.	s.d.	s.d.	UDMR	

50. Șandru Lavinia n. 1975 députée, 2004-2008	Académie d'art théâtral Tg. Mureș (1997)	2003: stage au Parlement européen 2004: master, FSP, UB	2001-2002: S. Ex., Département d'image, PD 2002: S. Ex., Département de relations internationales; 2004: président PSD Tg. Mureș	*		PD Indep. Depuis 15.02. 2005	2004: directeur exécutif, SC Star Media & Film SRL; 2001-2004: directeur d'image, SC Aldaco Film SRL
51. Șerbănescu Virginia 1946 sénatrice, 2004-	Médecine (av. 1989)	Psycho-pédagogie (s.d.)	Vice-président BPD Buzău-dép. problèmes sociaux	*		PD PD-L	
52. Știrbu Monica-Mihaela n. 1956 députée, juin 2005- fév. 2007	Fac. d'Ingénierie zootechnique Timișoara (1989)	2002: m. Open Doors Timișoara 2003: m. Small Bussines Enterprises – bourse MASHAV de l'État d'Israël (Haifa)	s.d.	*		PNL	2003-2005: directeur général SC ART ROTARY SRL depuis 2007: MAE, consul général Séville
53. Tănăsescu Carmen-Felicia n. 1961 sénatrice	Fac. de Physique, UB (1980)	Études postuniv. au Ministère de la Culture; Depuis 2005: doctorant dans l'ingénierie mécanique Univ. de Brașov	s.d.	*		PNL Depuis dec. 2007	Depuis 2005: inspecteur général dans l'enseignement Brașov
54. Toma Florentina Marilena n. 1976 députée, 2004-2008	Fac. de Lettres, UB (1999)	—	2003: secrétaire TNL PSD Ilfov Depuis 2004: membre PSD, secrétaire de l'Org. PSD Voluntari		*	PSD	2003: directeur SC Pro Motion Grup SRL; 2004: inspecteur de spécialité à la Mairie de Voluntari
55. Tomoiață Liliana Lucia n. 1961 sénatrice, octobre 2006-2008	Institut agronomique «Petru Groza», Cluj-Napoca (1984)	2001: docteur en agronomie Spécialisation: viticulture en Allemagne (Institut Wurzburg)	Présidente de l'OF du PSD Blaj, VP de l'OF du PSD Alba, VP du BE du PSD Blaj, membre du CN de l'OF de PSD	*		PSD	directeur pour les probl. de protection des plantes, SC Jidvei SRL et chercheur principal I, station viticole Blaj.
56. Turcan Raluca n. 1976 députée, 2004-2008	1999: ASE Bucarest, Institut. Pouchkine, Moscou	2006: m. marketing politique SNSPA; 2006: doctorant Univ. Transilvania, Brașov	2000-2002: conseiller du président du CN du PNL; 2002-2004: conseiller du président du PNL; 2004-2006; membre du BN du PNL, 2007: VP de PD; déc. 2007: VP du PD-L.	*		PD-L	1999-2000: Tofan Group, consultant Relations publiques 2000-2004: expert parlementaire, Sénat 2000-2006: professeur associé, Univ. Transilvania Brașov, Université Româno-Germană

57. Țicău Silvia Adriana n. 1970 sénatrice, 2004-2007, démission pour le PE	Fac. Automatique et Informa- tique, Univ. technique «Gheorghe Asachi» (1994) Fac. de mathéma- tiques, Univ. «Alex. I. Cuza», Iași (1996)	MBA, Open University Business School, UK, (1996-2001) MBA et Doctorant Académie technique militaire, Bucarest Doctorant, Université Paris Dauphine	2005-2009: VP section départementale PSD Galați Membre du CN du PSD Membre CED du PSD Galați	*		PSD	ministre dans le Ministère des Communication et de la Technologie de l'information
58. Vasil Mihaela Adriana 1966 députée août- nov. 2008	s. d.	s. d.	s. d.	s.d		PD-L	2004-2005: conseiller local Arad 2005-2008: Directeur général, Casa de pensii, département Arad
59. Vasile Aurelia n. 1949 députée, 2004- 2006	Institut Polytechnique Bucarest (1972)	1992: cours post- univ., Fac. de Transports en Hollande 1993-1999: plusieurs cours et spécialisations	secrétaire exécutif du CE du PSD Bucarest, membre du Bureau exécutif de OF du PSD	*		PSD	1991-1996: directeur général SC Autotrans Călători Filaret SA 1996-2000 - manager général SC Autotrans Călători Filaret SA 2000-2004: députée
60. Vasilescu Lia Olguța n. 1974 députée, 2004- 2008	Fac. de Lettres et Histoire, Univ. de Craiova (1997)	2001: CND doctorant en sociologie, UB	1991: membre fondateur du PRM, 1993: président OD, Dolj PRM, porte-parole du PRM, 2000: membre du BPN du PRM	*		PRM PSD depuis dec. 2007	1999-2000: rédacteur en chef adjoint du quotidien <i>Cuvântul Libertății</i> , Craiova 2000-2004: députée
61. Vălean Adina Ioana 1968 députée, 2004- déc. 2007, démission pour le PE	Fac. de Mathéma- tiques, UB (1990)	—	2003-2004: secrétaire de la Commission PNL pour le milieu des affaires, privatisation et politiques concurrentielles; 2002-2004: membre du BP du PNL- secteur 1; 2000-2002: secrétaire général de TNL (OJ)	*		PNL	1997-1999: directeur pour la relation avec DJTS et ONG de jeunesse, ministère de la Jeunesse et du Sport 2001-2004: directeur général, Institut pour l'Initiative libre

62. Verdinaş Virginia 1960	Fac. de droit, UB (1984)	Docteur en droit (1988) et en philosophie (2005) spécialisation après 1989 en Suisse, Luxembourg (Inst. International)	2003-2008: membre dans le CN du PRM	*		PRM	secrétaire d'Etat, président de l'Agence Nationale des Fonctionnaires publics directeur adj. de l'Instit. National d'administration maître de conf., Fac. de droit UB
--------------------------------------	-----------------------------	--	-------------------------------------	---	--	-----	---

ASE = Académie de Sciences Économiques
 BEC = Bureau exécutif central
 BEN = Bureau exécutif national
 BPD = Bureau Permanent Départemental
 BPN = Bureau Permanent National
 CE = Comité exécutif
 CND = Collège National de Défense
 CN = Conseil National
 m. = Master
 MBA = Master of Business Administration
 OF = Organisation de femmes

OJ = Organisation de jeunesse
 ON = Organisation Nationale
 P = président
 PhD = Doctorat
 s.d. = sans données
 S.Ex. = secrétaire exécutif
 SG = secrétaire générale
 SNSPA = École Nationale d'Études Politiques et Administratives
 TSD = Organisation de jeunesse du PSD
 UB = Université de Bucarest
 UPG = Université du Pétrole et du Gaz
 VP = vice-président